L'ESPOIR de la CORRÈZE

PS Corrèze

44 Place Brigouleix, 19000 TULLE - 05 55 20 26 70 - federation@ps19.org - @socialistes19 - Parti Socialiste Corrèze -

2ème Trimestre 2013 - numéro 444

Vie de la Fédération

Page 2 et 3

Présentation du nouveau Secrétariat Fédéral ainsi que des nouveaux Secrétaires de Section

DOSSIER
Le Gouvernement en Action

Le Changement c'est bien maintenant Pages 4/5

Le 6 mai dernier, le changement a commencé. Depuis 11 mois, il est en marche.
Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, sous l'autorité du Président de la République, travaille donc sans relâche, depuis le premier jour, à pallier les urgences économiques et sociales d'une part, et à redresser le pays pour lui redonner un avenir d'autre part.

Les engagements tenus Page 6

Les ateliers du CHANGEMENT Page 7

La parole aux militants

Section Page 8

Thomas JACQUELIN
Secrétaire de section d'USSEL,
notre plus jeune secrétaire de section.

Voeux de la Fédération aux militants corréziens
12 Janvier 2013

"En 2013, nous serons mobilisés, comme nous l'avons été lors des primaires et des présidentielles, pour expliquer et soutenir la politique du Gouvernement !"

Trimestriel - N°444 - 1er trimestre 2013, **Directeur de la publication** : Karim MAATOUG, **Rédacteur en chef** : Matthieu CLAUZADE

Karim MAATOUG,
Premier Fédéral du Parti Socialiste de la CORRÈZE

Édito

La République exemplaire demeure plus que jamais notre horizon.

Comme vous, j'ai ressenti de la colère et de l'écœurement face à l'affaire Cahuzac, dont je tiens à condamner les agissements, et ses conséquences désastreuses pour notre vie démocratique.

La République exemplaire, que nous avons portée durant la dernière campagne présidentielle, demeure plus que jamais notre horizon et je salue les annonces faites par le Président de la République en matière de transparence de la vie publique et de renforcement de la lutte contre la grande délinquance financière et les paradis fiscaux.

Cette affaire appelait des réponses fortes et François Hollande a été au rendez-vous, en exigeant plus de transparence et d'éthique dans notre vie politique.

Au-delà du comportement d'un homme, reste notre détermination dans le combat qui est le nôtre pour le redressement du pays dans la justice et pour l'emploi.

Alors que la crise, d'une ampleur considérable, bat son plein et que nous avons trouvé le pays dans un état extrêmement dégradé après dix années de gestion UMP, François Hollande et le gouvernement de Jean-Marc Ayrault agissent depuis maintenant onze mois.

De nombreuses mesures concrètes ont été mises en œuvre : pour le pouvoir d'achat des familles, avec l'augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire ; pour le logement, avec l'encadrement des loyers à la relocation ; pour le droit des salariés qui ont commencé à travailler à 18 ans et ont 41 ans de cotisation de partir à la retraite à 60 ans ; pour l'éducation, avec la création de 60 000 postes d'ici 5 ans ; pour les PME, l'emploi et l'innovation, avec la création de la banque publique d'investissement.

Il nous appartient, socialistes corréziens, d'expliquer cette politique de redressement du pays et de faire vivre le débat politique. C'est pourquoi, nous devrons écouter, dialoguer, expliquer sans relâche, comme le 12 avril, dans le cadre de l'Atelier du Changement consacré à la jeunesse, l'éducation et la formation.

Je ne doute pas que nous saurons relever ensemble le défi.

Le secrétariat fédéral

Secrétaires fédéraux

MAATOUG KARIM
1er Secrétaire Fédéral

ATLAN Barbara
Relations avec les sections

BALLAY Alain
1ère Circonscription

BELLAN Yvonne
Affaires Sociales

BROUSSOLLE Patricia
2ème Circonscription

CAPY Jean-Louis
Agriculture

CHASTANET Jean-Jacques
Économie & Emploi

CLAUZADE Matthieu
Presse Fédérale

COGNERAS Carole
Élus

CRONNIER Pierrick
Égalité des Territoires

DA CUNHA Michel
Coordination

DESHORS Guillaume
Formation

GIBOURET Thierry
Éducation

GUILLAUMIE Vincent
Trésorier

LEYMARIE Jean-Michel
Entreprises

MICHOT Jean-Pierre
Sport

PONTY Philippe
Communication & Culture

RELIAT Michèle
Droits des Femmes

SPINDLER Jacques
Élections

SUAU Marie-Laure
Mobilisation

TINTIGNAC Jean-Pierre Organisation

TRANNOY Patrick
Projets & Riposte

Délégué(e)s fédéraux

AGNOUX Émilie Riposte
BESSE Michel Handicap
BORDET Lydie Santé

BOUCHETEIL Émilie Jeunesse
CHASSAGNE Claudine Trésorerie
MANGIONE Éric Vie Associative

NALDO Laurent Organisation et Événements
VIDAL Dany Environnement et Développement Durable

Les secrétaires de section

Le secrétaire de section est l'animateur et le porte parole de la section

BARLERIN Pierre - Canton de Seilhac
BOIRON Thomas - Uzerche
BORDET Lydie - Neuvic
BREUILH Michel - Tulle
BROUSSOLLE Patricia - BRIVE
BOURZAI Bernadette - Égletons
CHARBONNEL Marie-Thérèse - Juillac
COIGNAC Irène - Treignac
CROUZEVIALLE Bernard - Malemort
DA CRUZ Sandrine - Tulle Campagne Sud
DELCOUDERC-JUILLARD Nathalie - Bort
FÉRÉ Sylvie - Meyssac
FIALIP Bernard - Argentat
HEIDERICH Claudine - Naves
JACQUELIN Thomas - Ussel
LAUSSAC Martine - Beaulieu / Mercoeur
LECIGNE Catherine - Larche
LEYMARIE Jean-Michel - Beynat
LINFORD Carmen - Plateau
MAZAUD Marie - Sornac-Peyrelevade
MAURY Jean-Louis - Lubersac
MEYRIGNAC Michel - Corrèze
POMMIER Cécile - Meymac
RELIAT Michèle - Donzenac
ROUSSEL Charles - Lapleau
SIMONIN Alain - Eygurande
TINTIGNAC Jean-Pierre - La Roche Canillac
TIXIER Joël - Canton de Vigeois

Le changement, c'est bien maintenant !

Le 6 mai dernier, le changement a commencé. Depuis 11 mois, il est en marche.

Bien sûr, il est trop tôt pour entrevoir, déjà, le bout du tunnel : la France a été enfoncée dix ans durant, et plus encore lors du dernier quinquennat, dans une ornière si profonde…
Enfoncée par qui ? Par la droite ! Et par les crises, certes. Mais cette droite et ces crises sont l'endroit et l'envers de la même pièce : le néolibéralisme.

Le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, sous l'autorité du Président de la République, travaille donc sans relâche, depuis le premier jour, à pallier les urgences économiques et sociales d'une part, et à redresser le pays pour lui redonner un avenir d'autre part.

Une boussole : renouer avec le fil de l'histoire républicaine de la France, avec ses idéaux – la liberté (pas seulement celle des plus privilégiés, mais l'émancipation de chacun), l'égalité (non seulement celle des chances, mais des droits et des conditions), la fraternité (celle qui donne sens non seulement à la Nation, mais à la condition humaine) ; la laïcité, aussi (celle qui émancipe, qui permet de rassembler des citoyens plutôt que d'isoler des communautés et des individus).

Une obsession : l'emploi, l'emploi, l'emploi. C'est la priorité que dicte l'urgence sociale. C'est la première condition de la cohésion nationale. C'est une clé de la confiance en son destin que notre pays, et notamment sa jeunesse, doit retrouver.

Une méthode : travailler, travailler, travailler. Aucune vicissitude, aucune déconvenue, aucun obscurcissement conjoncturel supplémentaire, n'abattent ce gouvernement. Encore moins un quelconque contre temps juridique. Le gouvernement écoute, consulte, concerte, mais il agit : le temps presse.

L'adversité est forte : la droite, toute honte bue, s'étrangle face à la situation qu'elle a pourtant créée ; une rengaine de dénigrement facile, et pour tout dire démagogique, tente certains de nos camarades qui ne sont pas les plus à gauche, mais bien les plus gauchistes ; l'extrême-droite, comme d'habitude, surfe sur les peurs et désigne des boucs émissaires ; enfin, une cohorte baroque s'indigne, de certains ecclésiastiques n'ayant pas encore digéré la laïcité, à quelques mammouths du show-biz qui s'émeuvent que rente et fisc ne fassent plus bon ménage…

Mais gouvernement et majorité gardent stoïquement le cap du changement.

L'emploi, l'emploi, l'emploi

Le chômage est désormais une rude réalité dont la plupart des familles ont fait, directement ou indirectement, la cruelle expérience. Les chiffres sont éloquents, et rappellent la droite à sa responsabilité : Lionel Jospin a laissé à Jacques Chirac une France à 8,2% de chômeurs ; Jacques Chirac a laissé à Nicolas Sarkozy une France à 8,8% de chômeurs ; Nicolas Sarkozy a laissé à François Hollande une France à 10,2% de chômeurs. Pour la Corrèze, le bilan du dernier quinquennat gouvernemental UMP est tout aussi édifiant : le chômage est passé de 5,5% à 8%.

Les effets du néolibéralisme ne se renversent pas du jour au lendemain. Ce n'est que fin 2013 qu'on peut compter voir s'inverser la courbe du chômage, grâce à l'impact des politiques de changement engagées.

Ces politiques, c'est d'abord la réorientation de la construction européenne : consolidation de la zone Euro et de ses mécanismes de solidarité, relance de 120 Milliards d'€ - insuffisante diront certains, mais obtenue de haute lutte face à une chancelière allemande conservatrice rétive à toute relance budgétaire -, taxe sur les transactions financières, supervision bancaire… La France fait aussi entendre en Europe la voix d'une exigence nouvelle, celle du juste échange commercial : l'Union ne peut plus se permettre d'être « l'idiot du village global », ce partenaire commercial trop docile, qui s'impose à lui-même des règles de libre-échange dont ses interlocuteurs s'affranchissent !

Au plan intérieur, le gouvernement doit d'abord faire face à l'urgence : la flambée du chômage des jeunes, qui peut dépasser les 50% dans certains quartiers. C'est pourquoi 100 000 emplois d'avenir seront créés dès 2013, et 50 000 supplémentaires en 2014, pour les jeunes de moins de 25 ans ayant peu ou pas de qualification, et prioritairement dans les quartiers difficiles.

Mais bien sûr, au-delà de ce palliatif, c'est dans le système productif qu'il faut créer des emplois. C'est le sens du contrat de génération : il a fait l'objet d'une négociation et d'un accord interprofessionnel signé par toutes les organisations patronales et syndicales, puis d'un projet de loi, voté à l'aube de 2013. L'objectif est de créer 500 000 CDI pour des jeunes de moins de 25 ans, tout en maintenant 500 000 emplois pour des salariés expérimentés de plus de 55 ans, les premiers bénéficiant de l'expérience des seconds pour « apprendre le métier ».

Créer des emplois dans le système productif, c'est aussi le sens du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi, annoncé dès novembre dernier par Jean-Marc Ayrault, à la suite du rapport de Louis Gallois, un grand capitaine d'industrie, engagé à gauche. Au-delà du crédit d'impôt pour les entreprises qui investiront, innoveront, préserveront et développeront l'emploi, ce pacte est une véritable stratégie et un arsenal de dispositions pour développer notre industrie, la faire monter en gamme, et vendre davantage, partout dans le monde, de produits « fabriqués en France »… quand la droite, au contraire, a laissé un déficit annuel record du commerce extérieur à 70 Milliards d'€ !

Pour créer des emplois dans le système productif, il faut orienter l'argent vers lui, au lieu de le laisser s'égarer dans les bulles financières et se perdre dans la rente. C'est le rôle de la Banque Publique d'Investissement créée dès l'automne dernier, des dispositions sur l'épargne populaire, la fiscalité des plus-values, les crédits de trésorerie aux PME…

Créer et préserver l'emploi dans le système productif, c'est aussi l'enjeu de l'Accord National Interprofessionnel signé le 11 janvier dernier, qui a donné lieu à un projet de loi, dont l'Assemblée-Nationale débat. Il renchérira le coût des CDD et encadrera davantage les temps partiels, pour faire reculer la précarité. Il élargira les droits des salariés avec la généralisation de la complémentaire santé, la portabilité des droits à la formation, et la conservation des droits au chômage les plus avantageux (« droits rechargeables »). Parallèlement, il permettra aux entreprises de mieux s'adapter aux mutations économiques en négociant des accords de maintien de l'emploi, stipulant, par exemple, des modulations du temps de travail, voire la baisse temporaire des salaires (en aucun cas ceux qui sont inférieurs à 1,2 SMIC). Un tel accord devra être approuvé majoritairement par les représentants des salariés ou les salariés eux-mêmes, et ne s'appliquera individuellement au salarié qu'avec son approbation. Au terme de l'accord, le bénéfice économique qui en aura été tiré par l'entreprise devra être partagé avec les salariés. Dans le cadre de ce nouveau compromis de sécurisation de l'emploi assortie d'une meilleure mutabilité pour les entreprises, les procédures de licenciement économique évolueront, assujettissant les plans dits « sociaux » soit à un accord majoritaire, soit à l'homologation par l'administration française (le Ministère du travail) : l'Etat retrouve donc le rôle d'arbitre que le néolibéralisme lui avait arraché en 1986. Enfin, les salariés seront désormais partie prenante des organes de direction stratégique des grandes entreprises.

Préparer l'avenir

Le redressement de la production et de l'emploi français passe aussi, à plus long terme, par les investissements que ce gouvernement a choisi de faire massivement dans l'intelligence, et d'abord dans l'Ecole, en particulier primaire.

Choix stratégique dans la mondialisation, c'est aussi, tout simplement, un choix de société : une société d'égalité et d'émancipation. 10 000 créations de postes dans l'Education Nationale sont donc d'ores et déjà budgétés pour 2013. Une grande loi de refondation républicaine de l'Ecole, créant notamment les Ecoles Supérieures du Professorat et de l'Education, vient d'être votée par l'Assemblée-Nationale, qui débat dans la foulée d'une loi en faveur de l'enseignement supérieur.

Améliorer la vie des Français, faire progresser l'égalité

Emploi et Education sont les plus sûrs leviers du progrès social. Mais il faut aussi répondre à des besoins urgents : c'est pourquoi le gouvernement a rétabli la retraite à 60 ans pour les salariés ayant commencé à travailler très jeunes, bloqué les loyers en zones tendues, donné une nouvelle ambition et des moyens renforcés à la politique de construction de logements sociaux, augmenté l'allocation de rentrée scolaire de 25%, déployé un plan de lutte contre la pauvreté ou encore programmé, dès 2013, le remboursement complet de l'IVG.

Engagés pour l'égalité sociale, le gouvernement et la majorité le sont aussi pour l'égalité des droits. C'est le sens, par exemple, du mariage ouvert à toutes et à tous, qui vient d'être voté à l'Assemblée Nationale.

Fiers d'être socialistes

Nous, socialistes, nous avons raison de soutenir avec conviction l'action de ce gouvernement et de cette majorité.

Ensemble, nous avons sonné l'heure de la mobilisation générale pour l'emploi, nous rendons à la France sa boussole républicaine, et engageons une nécessaire réorientation de la construction européenne.

Le gouvernement et la majorité conduisent ce changement, tout en faisant reculer le déficit public (3,7% du PIB prévus en 2013) après que Nicolas Sarkozy, lui, a hypothéqué l'avenir, en laissant filer le déficit jusqu'à 7,6% du PIB, et en creusant la dette de plus de 700 Milliards €…

Le redressement du pays nécessite du courage. Nous n'en manquons pas !

Les engagements tenus et réalisés

François HOLLANDE en mai 2012 s'est présenté devant les français avec 60 engagements. Avec le nouveau gouvernement, les engagements pris sont tenus. C'est ça aussi, le changement. D'autres sont en cours de réalisation. un

www.unandactions.gouvernement.fr

Quelques exemples

- **Baisse de 30% des rémunérations du président et des ministres**

Le changement, c'est l'exemplarité dans l'usage des fonds publics. Les rémunérations du Président et des ministres ont été diminuées de 30 %.

- **Nomination d'un gouvernement paritaire**

Le changement, c'est l'égalité. Pour la première fois dans l'histoire de la République, le gouvernement est composé à parité de femmes et d'hommes.

- **Signature d'une charte de déontologie par les ministres**

Le changement, c'est l'exemplarité au sommet de l'Etat. Une charte de déontologie engage les ministres à l'intégrité et l'exemplarité.

- **Retrait immédiat des troupes combattantes d'Afghanistan**

Le changement, c'est retrouver la voix de la France dans le monde et confirmer le retrait des troupes françaises combattantes d'Afghanistan d'ici la fin 2012.

- **Abrogation de la circulaire Guéant**

Le changement, c'est abroger une circulaire injuste et arbitraire sur les demandes d'autorisation de travail et les changements de statut des étudiants étrangers.

- **Augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire**

Le changement, c'est redonner du pouvoir d'achat aux Français et améliorer leur vie quotidienne. Le gouvernement augmente l'allocation de rentrée scolaire de 25%..

- **Rétablissement de la retraite à 60 ans pour les salariés qui ont leurs annuités**

Le changement, c'est permettre aux salariés qui ont toutes leurs annuités de partir à 60 ans.

- **Encadrement des loyers à la relocation**

Le changement, c'est garantir l'accès au logement pour tous en encadrant les loyers à la relocation.

- **Encadrement des rémunérations dans les entreprises publiques**

Le changement, c'est fixer un éventail maximal de 1 à 20 pour les rémunérations dans les entreprises publiques.

- **Augmentation de 2% du SMIC**

Le changement, c'est donner plus de pouvoir d'achat aux Français. Pour améliorer la vie quotidienne, le gouvernement augmente le SMIC de 2%.

- **Suppression de la TVA Sarkozy**

Le changement, c'est abroger une mesure injuste et infondée qui aurait affaibli la croissance, mis des personnes au chômage et amputé le pouvoir d'achat.

- **Mesures d'urgence pour la rentrée scolaire**

Le changement c'est la refondation de l'Ecole Républicaine. François Hollande l'avait annoncé durant sa campagne, Vincent Peillon, ministre de l'Education nationale l'a présenté en conseil des Ministres.

- **Gratuité des terrains publics pour construire des logements sociaux**

Le changement, c'est permettre aux collectivités locales d'accéder gratuitement aux terrains de l'Etat pour construire des logements sociaux, et relever l'exigence de la loi SRU de 20 à 25% de logements sociaux par commune.

- **Le plafond du livret développement durable porté à 12000 euros**

Le changement, c'est doubler le plafond des dépôts sur les livrets Développement Durable pour financer les travaux d'économie d'énergie dans les bâtiments anciens, financer les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et relancer l'économie !

- **Création de 150000 emplois d'avenir**

Le changement, c'est créer 150 000 emplois d'avenir pour faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi et l'action des associations, en priorité dans les quartiers populaires et ruraux.

- **Les crédits d'impôt recherche plus simples et plus accessibles aux PME**

Le changement, c'est rendre les crédits d'impôt recherche plus simples et plus accessibles aux petites et moyennes entreprises pour financer la recherche et l'innovation, et relancer l'économie !

- **Les contrats de génération pour insérer durablement les jeunes dans l'emploi et y maintenir les seniors**

Le changement, c'est permettre l'embauche par les entreprises, en contrat à durée indéterminée, de jeunes accompagnés par un salarié plus expérimenté qui sera ainsi maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ à la retraite. Ce «tutorat» permettra de préserver des savoir-faire et d'intégrer durablement les jeunes dans la vie professionnelle.

. Mariage pour tous : l'égalité c'est maintenant !

LES ATELIERS DU CHANGEMENT

Les Ateliers du Changement vont permettre à tous les citoyens qui le souhaitent de prendre la parole et d'échanger ensemble sur la situation et l'avenir de notre pays.

Le PS souhaite pouvoir écouter les citoyens, travailleurs, entrepreneurs, jeunes et seniors, syndicalistes, intellectuels, bénévoles, et construire avec eux le changement.

Les réflexions et propositions issues de ces ateliers seront portées par le Parti socialiste afin d'enrichir le débat politique et les grandes réformes à venir. Elles seront ainsi mises concrètement au service des Français

En France

Deux Ateliers du Changement ont déjà eu lieu. le premier atelier du changement a eu lieu à Brest, réunissant plusieurs centaines de participants, venus débattre et échanger avec Harlem Désir. Pour la première fois, un parti au pouvoir a ouvert les portes et les fenêtres pour une rencontre ouverte sur tous les citoyens. Objectif, établir un dialogue avec les Français en dehors des échéances électorales, pour faire remonter leurs attentes, préparer les idées de demain, et construire le changement. Le Deuxième a eut lieu à Marmande.

Ces deux rendez-vous sont à regarder en vidéo et les prochains rendez-vous sont à consulter sur www.parti-socialiste.fr/ateliersduchangement

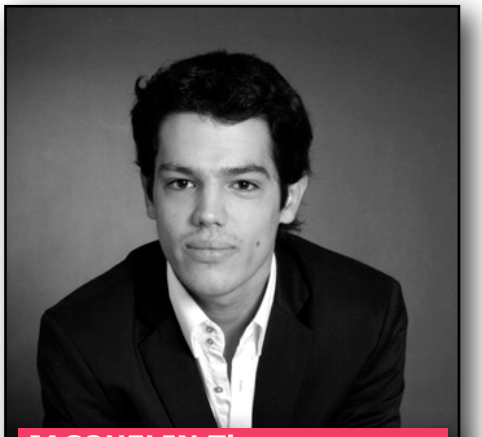
En Corrèze

La Fédération du Parti Socialiste de la Corrèze organisera 3 Ateliers du Changement durant l'année 2013.

Différents thèmes seront abordés. Le premier rendez-vous a été fixé le 12 avril à 20h30 à TULLE, cette soirée a été animée par Yannick TRIGANCE, secrétaire national adjoint à l'Education, les thèmes qui ont été abordés durant cette soirée ont été la Jeunesse, l'Éducation et la Formation.

Durant l'année deux autres soirées vous seront proposées. Les dates, les thèmes et les lieux vous seront communiqués ultérieurement, vous trouverez toutes ces informations sur www.ps19.org.

La parole aux militants



JACQUELIN Thomas
Secrétaire de Section d'USSEL

Thomas, 21 ans, étudiant en droit à Poitiers, je prépare actuellement un Master I de droit public. Je suis originaire d'Ussel, où j'ai grandi dans une famille de sensibilité de gauche, avec un père engagé dans le syndicalisme. Dans un futur proche, j'aimerai travailler en Corrèze et vivre à Ussel.

À 18 ans, j'adhère au PS. C'est l'arrivée de la gauche et de Martine Leclerc à la mairie d'Ussel en 2008 qui stimulent définitivement ma volonté d'engagement. Je prends alors une part active aux différentes campagnes électorales et je suis même choisi pour être candidat suppléant de Martine Leclerc pour les cantonales de 2011. Pour moi, ce fut une très belle expérience. Tout comme certains ont pu se revendiquer de la génération Mitterrand, je dis "faire partie de la génération Hollande". Le 6 mai a été pour moi très intense émotionnellement. Dernièrement, j'ai été désigné Secrétaire de Section par les militants Ussellois avec plus de 90% des voix.

Ce qui me motive aujourd'hui, c'est tout le travail qui reste à accomplir au niveau national et local pour remédier à toutes les injustices et inégalités.

En tant que Secrétaire de section, je souhaite concrétiser deux idées fortes: allier sagesse de l'expérience et dynamisme de la jeunesse d'une part ; s'ouvrir à d'autres formes de militantisme d'autre part.

En tant que nouveau Secrétaire de Section j'ai ainsi mis en place une sorte de « mini secrétariat de section », avec plus d'une dizaine de délégués. Je considère quel la section doit être un relais entre les exécutifs et la population: elle a un rôle pédagogique envers les citoyens pour expliquer ce qui est fait, et un rôle d'alerte auprès des exécutifs pour faire remonter les difficultés du terrain. Parmi ses projets, la section d'Ussel envisage d'organiser lors des mois de septembre une Conférence sur un thème précis, ouverte à un large public. Ce rendez-vous serait l'occasion de montrer que le PS est un parti ouvert porteur de réflexions. Pour moi, l'important est de toujours accueillir nos militants et sympathisants dans une ambiance conviviale.

Voeux de la Fédération
12 janvier 2013 - TULLE

De nombreux militants et élus socialistes avaient fait le déplacement des quatre coins de la Corrèze pour assister, samedi 12 janvier, à la traditionnelle cérémonie de vœux de la Fédération. Le Premier Secrétaire Fédéral, Karim Maatoug, a d'abord évoqué « la formidable année que nous avons vécu, en 2012, depuis l'organisation des primaires citoyennes jusqu'à la victoire de François Hollande aux présidentielles », saluant l'engagement des militants corréziens dans cette campagne.

Karim Maatoug, qui rappelait que le Gouvernement poursuivait inlassablement son travail, indiquait que son objectif principal était la bataille pour l'emploi, notamment l'emploi des jeunes, a conclu son propos sur ses vœux de bonne et heureuse année : « A défaut d'être facile, elle sera passionnante et motivante. Je vous la souhaite donc pleine d'énergie ».

Hommages

La Fédération a perdu deux militants exemplaires : Marc Breton, membre du Conseil Fédéral, le 2 février 2013 et Eugène Chauchard, le 25 décembre 2012.

Marc Breton s'est engagé très tôt en politique, dès l'âge de 12 ans, au sein des Jeunesses Communistes. Président de l'UNEF Sciences Paris, il sera un acteur de mai 68. Il participe à des cercles d'études socialistes puis décide de s'engager au PS suite aux résultats de l'élection de 2002, et y militera activement, en particulier en Corrèze.

Eugène Chauchard était une figure de notre Parti. Après avoir contribué à créer à Tulle un club lié à la Convention des Institutions Républicaines, il avait adhéré au PS en 1971. Il s'impliqua dans la vie municipale à Tulle et devint notamment maire-adjoint en 1983 dans l'équipe de Jean Combasteil. A leurs amis, leurs camarades, leurs proches, l'équipe de L'Espoir et les camarades de la Fédération présentent leurs plus sincères condoléances.